
TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	4
REMERCIEMENTS	5
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	6
INTRODUCTION	10
I.- <i>Problématisation du sujet</i>	11
II.- <i>Choix de traitement du sujet</i>	26
PARTIE 1 : L'ORIGINE RÉVOLUTIONNAIRE DES PRESTATIONS PUBLIQUES DE PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL : LA « PROPRIÉTÉ NATIONALE »	36
CHAPITRE 1 : LA PLACE DE LA PROPRIÉTÉ NATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL DURANT LA RÉVOLUTION.....	44
SECTION 1 : LA SOUS-ESTIMATION CHRONIQUE DE LA PLACE DE LA PROPRIÉTÉ NATIONALE DANS LE PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION	46
§I.- <i>Recherches historiques de la rationalité de la patrimonialisation révolutionnaire</i>	47
A.- Constat de l'ambivalence des prestations révolutionnaires relatives au patrimoine culturel.....	47
1° Une ambivalence longtemps déformée.....	48
2° Une ambivalence aujourd'hui assumée.....	49
B.- Interprétations de l'ambivalence des prestations révolutionnaires relatives au patrimoine culturel.....	50
1° La conflictualité des deux termes de l'ambivalence.....	50
a) <i>La conservation comme réaction à la destruction</i>	51
b) <i>L'hésitation entre conservation et destruction</i>	52
2° La rationalité de l'ambivalence	53
§II.- <i>Désintérêt persistant de l'historiographie à l'égard de la propriété nationale</i>	56
A.- Faible reconnaissance de la place centrale de la propriété nationale dans le processus de patrimonialisation.....	56
1° Les « décrets relatifs à la nationalisation et à la préservation des monuments ».....	58
2° Les « mesures contre le "vandalisme" ».....	61
3° Les « restrictions dans les décrets portant suppression des signes de la féodalité »	63
B.- Divergence des interprétations sur la place de la propriété nationale dans le processus de patrimonialisation.....	64

1° Incertitude sur le sens de la propriété nationale du patrimoine culturel.....	64
2° Incertitude sur le rôle de la propriété nationale dans le processus de patrimonialisation.....	68
a) <i>Les « nationalisations » comme cause de la patrimonialisation</i>	68
b) <i>La propriété nationale comme explication de la patrimonialisation</i>	70
SECTION 2 : LA NÉCESSAIRE REVALORISATION DE LA PLACE DE LA PROPRIÉTÉ NATIONALE DANS LE PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION.....	72
§I.- <i>La possibilité juridique de privatiser le patrimoine culturel national</i>	74
A.- Le caractère privativement appropriable du patrimoine culturel national.....	74
1° « Nature » du patrimoine culturel et distinction des domaines.....	74
2° « Nature » du patrimoine culturel et aliénabilité.....	78
B.- La capacité juridique à aliéner le patrimoine culturel national.....	80
1° La faculté d'aliéner le patrimoine culturel national : attribut du droit de propriété.....	80
a) <i>La propriété nationale, propriété de la nation</i>	80
i) Affirmation de la propriété nationale	81
ii) Discussion de la propriété nationale.....	82
b) <i>La propriété nationale, propriété privée de la nation</i>	91
2° La capacité à aliéner : conséquence de la représentation nationale.....	93
§II.- <i>Le choix politique de ne pas privatiser le patrimoine culturel national</i>	95
A.- L'aliénation de principe des biens nationaux.....	96
1° Opportunité de l'aliénation.....	96
2° Aperçu des décisions de mise en vente.....	98
B.- La décision exceptionnelle de ne pas aliéner le patrimoine culturel national.....	101
1° La décision de maintenir l'appropriation nationale des forêts.....	101
2° La décision de maintenir l'appropriation nationale des « livres et autres objets à conserver ».....	103
CHAPITRE 2 : LA FONCTION DE LA PROPRIÉTÉ NATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL DURANT LA RÉVOLUTION.....	106
SECTION 1 : LA SIGNIFICATION COMPLEXE DE LA PROPRIÉTÉ NATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL.....	108
§I.- <i>Recherche préalable de la signification de la nation révolutionnaire</i>	110
A.- Une lecture de la nation : Sieyès.....	111
B.- Compréhension de la nation révolutionnaire par la science du droit.....	116
1° La reformulation scientifique de la nation révolutionnaire par Léon Duguit	120
2° La reformulation scientifique de la nation révolutionnaire par Raymond Carré de Malberg.....	124
a) <i>Présentation du projet de Carré de Malberg</i>	125
b) <i>Critique du projet de Carré de Malberg</i>	127
i) Première critique : l'irréductibilité de la nation révolutionnaire à toute forme positive.....	127
ii) Seconde critique : la « non-fictivité » de la nation révolutionnaire.....	129
§II.- <i>Propositions de signification de la propriété nationale</i>	132

A.- La propriété nationale comme propriété collective et non-étatique.....	133
1° Caractérisation de la dimension irréductiblement collective de la propriété nationale.....	133
2° Relativisation de l'hostilité révolutionnaire à l'égard de la propriété collective.....	135
B.- La propriété nationale comme propriété des « nationaux » et de « tous ».....	137
SECTION 2 : LA FOURNITURE DE PRESTATIONS PUBLIQUES CONSÉCUTIVES À LA PROPRIÉTÉ NATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL.....	141
§I.- <i>L'intérêt du propriétaire du patrimoine culturel national</i>	142
A.- L'inutilité à patrimonialiser les biens privés	143
B.- L'utilité à patrimonialiser les biens nationaux.....	144
1° La destination collective du patrimoine culturel national.....	145
2° La propriété nationale, statut régénéré du patrimoine culturel.....	146
§II.- <i>Les droits du propriétaire du patrimoine culturel national</i>	148
A.- Le droit des membres de la nation de jouir du patrimoine culturel national.....	148
1° L'affirmation du droit de jouir.....	148
2° La satisfaction du droit de jouir.....	151
a) <i>L'ouverture des musées</i>	151
b) <i>La « distribution » du patrimoine culturel national sur le territoire</i>	152
B.- Le droit de la nation assemblée de disposer du patrimoine culturel national.....	154
1° La centralisation des décisions relatives au patrimoine culturel national.....	154
2° La monopolisation des choix relatifs au patrimoine culturel national.....	158
PARTIE 2 : L'« ÉTATISATION » DE LA FOURNITURE DE PRESTATIONS DE PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL (XIX^{ÈME} SIÈCLE)	162
CHAPITRE 1 : LA CONCEPTUALISATION PROGRESSIVE D'UNE POLICE DE PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL.....	169
SECTION 1 : L'ÉBAUCHE D'UNE ACTION PUBLIQUE INDIFFÉRENTE À LA PROPRIÉTÉ DU PATRIMOINE CULTUREL.....	170
§I.- <i>Insuffisance de l'interprétation propriétaire de l'intervention de l'État doctrinaire en faveur des monuments historiques</i>	170
§II.- <i>Proposition d'interprétation de la rationalité de l'intervention de l'État doctrinaire en faveur des monuments historiques</i>	176
A.- Principales thèses de Guizot sur l'interpénétration de la société et de l'État.....	178
B.- Relecture en conséquence de l'action de l'État doctrinaire en faveur des monuments historiques.....	182
1° Rationalité de l'action de l'État en faveur des monuments historiques.....	182
a) <i>Les exigences savantes de la raison appliquées aux monuments historiques</i>	183
b) <i>Les principes nouveaux de gouvernement appliqués aux monuments historiques</i>	184
2° Remise en perspective des outils juridiques de l'Administration en matière de monuments historiques.....	187
a) <i>Absence de volonté d'une législation protectrice</i>	187
b) <i>Le recours aux subventions</i>	188

<hr/>	
SECTION 2 : LA MUTATION VERS UNE ACTION PUBLIQUE CONTRAIGNANTE POUR LES PROPRIÉTAIRES DE MONUMENTS.....	191
§I.- <i>L'existence d'outils permettant de contraindre les propriétaires de monuments historiques</i>	192
A.- La possibilité de recourir à la « tutelle administrative ».....	192
1° Utilisation de la tutelle en droit des monuments historiques.....	193
a) <i>La tutelle comme outil de contrôle des monuments historiques</i>	194
b) <i>La confirmation jurisprudentielle du contrôle de l'État sur les monuments historiques des collectivités infraétatiques</i>	197
i) La possibilité de recourir à la tutelle en matière de monuments historiques.....	197
ii) Les effets juridiques des mesures de tutelle en matière de monuments historiques.....	198
2° L'enjeu : la concentration des pouvoirs de décision.....	200
a) <i>L'invocation de la « tutelle administrative » par l'Administration des cultes</i>	201
b) <i>Du contrôle de l'État au contrôle d'une administration étatique spécifique</i>	204
B.- La possibilité d'exproprier les propriétés privées.....	206
§II.- <i>La mutation progressive du débat vers la police</i>	207
A.- Persistance de la logique tutélaire.....	208
1° La décentralisation comme mise en échec de la tutelle des monuments historiques.....	208
2° L'appel à une loi en réaction aux limites de la tutelle.....	209
a) <i>L'absence manifeste de volonté de créer une police des monuments historiques privés dans la loi du 30 mars 1887</i>	211
b) <i>L'avancée dans la protection des monuments historiques publics dans la loi du 30 mars 1887</i>	216
B.- Le déplacement du débat vers la propriété.....	219
CHAPITRE 2 : LA BANALISATION DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL	226
SECTION 1 : LA PROTECTION JURIDIQUE DE LA « PUBLICITÉ » DU PATRIMOINE CULTUREL.....	231
§I.- <i>La protection de la « publicité » du patrimoine culturel par le droit pénal</i>	231
A.- Identification de la figure du « public » en droit pénal du patrimoine culturel.....	232
1° Le public dans l'article 257 du code pénal.....	232
2° Le public dans les articles 254 à 256 du code pénal.....	235
B.- Analyse de la figure du « public » en droit pénal du patrimoine culturel.....	236
§II.- <i>La protection de la « publicité » du patrimoine culturel par la domanialité publique</i>	239
A.- Opportunisme de l'incorporation d'éléments meubles du patrimoine culturel au domaine public.....	240
1° Diversité des critères d'incorporation d'éléments meubles du patrimoine culturel au domaine public.....	241
2° Intérêt de l'incorporation d'éléments meubles du patrimoine culturel au domaine public.....	248
B.- Sens de l'incorporation d'éléments meubles du patrimoine culturel au domaine public.....	254
1° Consensus sur le caractère irréductiblement collectif du domaine public.....	255

2° Divergences d'appréciation du caractère collectif des éléments meubles du patrimoine culturel.....	262
a) <i>Délimitation du champ du domaine public</i>	262
b) <i>Enjeu doctrinal de l'incorporation des éléments meubles du patrimoine culturel au domaine public</i>	266
SECTION 2 : LA REQUALIFICATION DOCTRINALE DE LA « PUBLICITÉ » DU PATRIMOINE CULTUREL	270
§I.- <i>Reconnaissance du droit de propriété des personnes publiques sur le patrimoine culturel incorporé au domaine public (Saleilles)</i>	271
A.- Processus doctrinal de négation des droits du public sur le patrimoine culturel.....	271
1° Démonstration de l'incompatibilité de la propriété des personnes privées avec le domaine public.....	274
2° Démonstration de la compatibilité de la propriété des personnes publiques avec le domaine public.....	277
B.- Intérêt doctrinal de la reconnaissance de la propriété des personnes publiques sur le patrimoine culturel.....	280
1° « Véracité » de l'attribution aux personnes publiques des droits du public sur le patrimoine culturel.....	280
2° « Utilité » de l'attribution aux personnes publiques des droits du public sur le patrimoine culturel.....	283
a) <i>Utilité au point de vue de la théorie de la propriété</i>	283
b) <i>Utilité au point de vue de la théorie de l'État</i>	284
§II.- <i>Rejet définitif des alternatives à la propriété des personnes publiques sur le patrimoine culturel incorporé au domaine public</i>	286
A.- Présentation des propositions alternatives à la propriété des personnes publiques sur le patrimoine culturel incorporé au domaine public.....	286
1° Première proposition alternative : un droit d'usage public différent du droit de propriété (Jhering).....	287
a) <i>Sens du « droit d'usage public » chez Jhering</i>	287
b) <i>Intégration des « collections publiques » dans le champ du « droit d'usage public »</i>	290
2° Seconde proposition alternative : un droit de propriété qui n'est pas un droit des personnes publiques (Brinz).....	291
B.- Conséquences du choix doctrinal de reconnaître la propriété des personnes publiques sur le patrimoine culturel incorporé au domaine public.....	293
 PARTIE 3 : LES PRESTATIONS PUBLIQUES CONFORTÉES PAR L'ÉCHEC DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE DU PATRIMOINE CULTUREL (DÉBUT DU XX^{ÈME} SIÈCLE)	300
 CHAPITRE 1 : TENTATIVES DOCTRINALES DE CONCEPTUALISATION DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE DU PATRIMOINE CULTUREL	304
SECTION 1 : INTERPRÉTATION DOMINANTE : LA RÉGLEMENTATION COMME MARQUE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE	305
§I.- <i>Constat d'un présupposé : l'opposition de la propriété et de la souveraineté à l'origine de la réglementation des monuments historiques</i>	305
A.- Focalisation sur l'atteinte à la propriété.....	306

1°	Présentation classique de l'apport juridique de la loi de 1913.....	306
2°	Critique de la présentation classique de l'apport juridique de la loi de 1913.....	308
B.-	Absence d'interrogation de la forme juridique de l'intervention de l'État.....	310
§II.-	<i>Explication du présupposé de l'opposition de la propriété et de la souveraineté à l'origine de la réglementation des monuments historiques.....</i>	313
A.-	La prégnance d'une vision instrumentale du droit.....	314
B.-	La force des préjugés juridiques traditionnels.....	315
1°	La prégnance d'un cadre d'analyse individualiste du droit.....	316
2°	L'exaltation de l'opposition entre le propriétaire et l'État.....	317
SECTION 2 :	TENTATIVES DOCTRINALES ALTERNATIVES : LA RÉGLEMENTATION COMME ÉCHANGE DE PRESTATIONS SOCIALES.....	320
§I.-	<i>La tentative d'explication scientifique de la réglementation des monuments historiques par le fait social (Saleilles).....</i>	324
A.-	Présentation de l'explication saleillienne de la réglementation des monuments historiques.....	324
B.-	Analyse de l'explication saleillienne de la réglementation des monuments historiques.....	329
1°	La limitation de la propriété des monuments historiques n'est pas le fait de la puissance de l'État.....	331
2°	La limitation de la propriété est la conséquence de la vie en société.....	333
§II.-	<i>Échec de l'explication scientifique de la réglementation des monuments historiques par le fait social ?.....</i>	337
A.-	Le souci de préserver la distinction entre le droit public et le droit privé.....	338
1°	La différenciation tardive de l'étatisation et de la socialisation de la propriété chez Saleilles.....	338
2°	L'illusion de la « propriété spéciale » chez Rolland.....	341
B.-	L'échec des ultimes tentatives de dépasser la distinction entre le droit public et le droit privé.....	344
CHAPITRE 2 :	ÉCHEC PRATIQUE DES CONCEPTUALISATIONS DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE DU PATRIMOINE CULTUREL.....	346
SECTION 1 :	LA RÉSILIENCE DE LA FIGURE CLASSIQUE DE LA SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE.....	349
§I.-	<i>Tentatives parlementaires de conceptualisation d'un « droit nouveau ».....</i>	350
A.-	Construction apparente d'un accord parlementaire sur la servitude d'utilité publique.....	350
B.-	Divergences parlementaires persistantes dans la compréhension de la servitude d'utilité publique.....	355
1°	L'objet du droit : « le droit à la beauté ».....	357
2°	Le sujet du droit : l'hésitation entre la collectivité et l'État.....	360
§II.-	<i>Mise en échec techniciste du « droit nouveau ».....</i>	362
A.-	Hostilité de l'Administration des beaux-arts.....	363
B.-	Accord sur une conceptualisation minimaliste de la servitude d'utilité publique.....	367

1° Le rôle de la littérature spécialisée.....	368
2° La réduction de la servitude à un simple joug.....	370
<i>SECTION 2 : LA LÉGITIMATION CORRÉLATIVE DES PRESTATIONS PUBLIQUES.....</i>	<i>374</i>
§I.- <i>Identification des limites de ce qui est exigible.....</i>	<i>374</i>
A.- Recherche d'une improbable « essence » de la propriété.....	375
B.- L'exigence de l'indemnisation.....	379
§II.- <i>Distinction des fonctions des prestations publiques.....</i>	<i>382</i>
A.- Utilité de la propriété publique.....	383
B.- Fonction de la propriété publique.....	385
CONCLUSION.....	389
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE.....	395
PRINCIPALES ARCHIVES CONSULTÉES.....	451
INDEX DES MATIÈRES.....	453
INDEX DES PRINCIPAUX NOMS PROPRES.....	456